

**Qu'y a-t-il dans la culture du monde arabe qui rende à ce point fatal le zaïmisme comme mode de gouvernance et d'incarnation symbolique de la nation et de l'Etat, et problématique l'alternance au pouvoir par les urnes et dans des canons réellement démocratiques ?**

On observe effectivement que les systèmes politiques dans le monde arabe, mais pas seulement, sont de plus en plus clos, clientélistes, prédateurs, patrimonialistes dominés par la figure du zaïm ou du monarque absolu. C'est un mouvement qui découle à la fois du système institutionnel et plus profondément de traditions, de cultures de sociétés marquées encore par le patriarcat avec l'ombre portée de ce qu'a été le califat, le prince, le chef du clan... Il est évident que la forme de présidentialisme absolu comme régime politique encourage ce phénomène. Le modèle de constitution américaine, qui connaît les contre-pouvoirs du Congrès, a été perverti par cette forme de présidentialisme qui accorde tous les pouvoirs au zaïm qui contrôle les pouvoirs exécutifs, législatifs comme la Justice.

Ce sont alors les mandats successifs, au prix de révisions de la Constitution, qui devient un chiffon de papier et, pourquoi pas ? Le mandat à vie, comme le prépare Ali Abdallah Saleh au Yémen. De là à la succession dynastique il n'y a qu'un pas, car au fond, cela traduit le fait que le pouvoir devient un patrimoine, dont on tire bien évidemment les bienfaits symboliques et surtout matériels. Comment voulez-vous alors que fonctionne l'alternance dans une telle conception de l'Etat ?

Ce système politique despotique a été encouragé par l'Occident, le justifiant par le culturalisme, car il va dans l'intérêt de leurs affaires, surtout le pétrole, tout en leur donnant l'illusion qu'il assure leur sécurité par la lutte contre l'intégrisme islamique et le terrorisme. Il est significatif que la plupart des régimes arabes se sont engouffrés dans «la guerre contre le terrorisme» menée par les Américains après les attentats du 11 septembre. Ben Ali ou Moubarak ou les Saoudiens en sont devenus les caricatures. Ces «sécuritocraties», pour utiliser le néologisme de Kodami, sont devenues des instruments géostratégiques des puissances occidentales ou indirectement d'Israël. Il suffit d'observer les inquiétudes de son gouvernement depuis quelques jours à propos de la Tunisie ou plus particulièrement des manifestations en Jordanie ou en Égypte.

On brandit alors l'épouvantail de l'islamisme et la mémoire traumatique de la révolution de Khomeiny ou du terrorisme en Algérie. Nous sommes devant des enjeux géostratégiques dont nos despotes, bien que je schématise, sont des instruments qui en tirent profit. J'ai été frappé que l'on ait expliqué les différences d'appréciation de la situation en Tunisie entre les États-



Unis et la France par le fait que la Tunisie n'est pas considérée par les intérêts américains comme zone stratégique, alors qu'ils sont plus alarmés par l'évolution en Égypte ou au Yémen.

#### **Comment vous semble devoir évoluer la situation en Tunisie ?**

C'est un mouvement en marche et chaque jour apporte ses évolutions. La rue et les forces populaires ont imposé hier l'éviction des ministres régaliens, reconduits du régime de Ben Ali, des mesures et des poursuites contre le clan et réclament la dissolution du RCD. Cette période de transition est source de grands espoirs mais également d'incertitudes et de risques. La phase cruciale, juste après la fuite de Ben Ali, et la politique de «terre brûlée» de ses séides, semble avoir été maîtrisée dans la mesure où il n'y a ni chaos ni même affrontements violents. Mais la situation reste encore peu maîtrisée et délicate. Je me garderai bien de «faire bouillir les marmites de l'avenir», comme on dit, mais je pense qu'il y aura à la fois des éléments de rupture politique et institutionnelle et d'autres de continuité dans la politique économique, le tourisme, etc. La Tunisie, qui ne vit pas de la rente pétrolière, a besoin d'une stabilité qui encourage les investissements et d'une relance économique pour répondre à toutes ces revendications exprimées par la jeunesse.

Des élections sont envisagées dans 6 mois et ce sera difficile de reconstruire un champ politique et des forces politiques susceptibles d'obtenir la légitimi-

té démocratique par les urnes.

On évoque dans la presse occidentale la peur des islamistes même s'ils ne sont pas encore des acteurs importants dans le mouvement. Je crois que la question est plutôt de permettre à tous les courants de s'exprimer afin d'aboutir à une assemblée constituante représentative et à un pouvoir légitime fondé sur l'alternance. Il n'y a pas, et fort heureusement, un «homme providentiel», charismatique dans cette révolution et le système à venir gagnerait, ce n'est qu'une opinion de constitutionnaliste, à s'orienter vers plus de parlementarisme. Les islamistes n'en seraient que plus relativisés. Mais tout reste évidemment conditionnel ! Les pressions constantes de la rue ont permis jusque-là, avec calme et maturité, de poursuivre le processus et cela donne de l'espoir car la réussite ou qu'à Dieu ne plaise ! des échecs auront des répercussions dans tout le monde arabe. A ce sujet, les prises de position de Kadhafi n'augurent rien de bon et le silence officiel assourdissant de l'Algérie ou du Maroc montre tout l'embarras des voisins. L'appui et le soutien des sociétés civiles, des démocrates maghrébins et arabes est précieux aujourd'hui.

#### **Quels sont les points communs avec l'Algérie et quelles sont les différences ?**

C'est la grande interrogation, je sais et, à l'envi, je ne cesse d'entendre : nous sommes jaloux des Tunisiens ! Tant est grand le ras-le-bol chez nous. Mais gardons-nous des comparaisons. Un ami tunisien me disait l'autre jour : «Nous avons

honte d'être tunisiens sous Ben Ali, tellement nous avons peur et aujourd'hui le peuple nous a redonné notre fierté.» Bien que nous partagions la même culture et beaucoup d'éléments d'histoire communs, les sociétés sont bien différentes, les régimes, aussi autocratiques qu'ils ont de semblable, sont bien différents. Les systèmes économiques également. La rente pétrolière a un rôle fondamental en Algérie. Les histoires longues ont eu chacune ses particularités. Et n'oublions pas, ce que me faisait remarquer ma femme hier, qui rentrait d'Algérie où elle ne s'était pas rendue depuis plusieurs années, que les gens sont encore épuisés par cette décennie noire, le terrorisme, plus de 200 000 morts, les centaines de disparus et que l'on voyage encore dans le pays avec peur, la débrouille pour vivre. Cela dit, oui il y a des ingrédients communs : la corruption, qui en Algérie se diffuse à toutes les pores de la société, le clientélisme, un système politique clos, même si une relative liberté d'expression existe, à la différence de la Tunisie de Ben Ali, dans la presse écrite... et jamais dans les médias lourds (radio, TV), la répression et le contrôle de la société, le chômage, le coût de la vie. Plus qu'en Tunisie, les couches moyennes ont été laminées et l'accroissement des richesses de «nouveaux riches» s'accompagne de l'augmentation de couches sociales de plus en plus défavorisées. Il y a tous les facteurs objectifs communs avec la Tunisie mais les situations ne sont pas semblables. Cela dit, tout est possible, mais pas seulement par l'exemple, car une société qui a connu, dit-on dans la presse, près de 10 000 émeutes locales est prête aux changements auxquels elle aspire. Ce ne serait pas par mimétisme ou «contagion» et les formes seront inédites. C'est d'ailleurs pareil pour l'Égypte.

#### **Depuis quelques jours, l'Égypte est en proie, elle aussi, à des émeutes du ras-le-bol. Elles sont réprimées plus durement qu'en Tunisie. Une victoire de la rue en Égypte aurait-elle plus d'impact qu'en Tunisie ?**

C'est évident que les enjeux aussi bien internes, arabes ou internationaux d'une révolution démocratique dans le monde arabe auraient un extraordinaire écho qui changerait fondamentalement la donne. Immense pays, nombreuse population, emblème culturel, premier Etat arabe, bien que le peuple ne l'ait jamais accepté, à reconnaître Israël, l'Égypte vit de subventions américaines et joue un rôle fondamental au Proche-Orient et il ne m'étonnerait pas que dans la situation où la révolution populaire deviendrait culminante, comme des observateurs le prédisent, les Américains prépareraient une alternative «douce» dans leurs intérêts. L'axe Le Caire-Arabie Saoudite est le maillon essentiel de la politique américaine au Proche-Orient Les répercussions dans le

monde arabe seraient immenses.

#### **Y'aurait-il une question de générations dans ces bouleversements ? Ne sont-ce pas les jeunes générations éduquées et ouvertes sur le monde grâce à l'internet qui disent aux «despotes orientaux» de sortir des limites érigées de leur nationalisme autoritaire ?**

Certainement. Les modifications de la structure de la population sont bien importantes quand les données globales sont de 70% de moins de trente ans. Saisissons que des générations n'ont connu que Ben Ali, Moubarak, Bouteflika et consorts au pouvoir ! Plus éduquées, cela s'est ressenti en Tunisie avec la présence de femmes importantes dans les manifestations, ouvertes au monde par Internet, mais n'exagérons pas le phénomène, elles s'inscrivent plus mentalement dans la globalisation. Ce facteur joue, bien sûr. Mais évitons les clichés de la Cyber-Révolution que l'on projette sur la Tunisie ou l'Égypte. Facebook et Twitter ont servi à l'information, à la mobilisation, certes, mais la révolution se fait dans la rue ! Il y a aujourd'hui, et cela me paraît irréversible, un lieu du politique qui est «la rue arabe» comme lieu d'expression des opinions publiques... À Tunis, à Alger, à Sanaâ ou à Beyrouth...

#### **Un autre pays au destin singulier, c'est le Liban qui paye en fait par son équilibre et sa paix les turbulences des pays voisins, Israël et la Syrie. Comment le Liban peut-il sortir de l'ornière ?**

Ce qui se passe au Liban m'intéresse beaucoup, car j'y séjourne régulièrement depuis quelques années dans un cadre professionnel et je pense que l'évolution de ce pays sera cruciale pour le monde arabe du fait de son histoire et de ses enjeux. La chute du gouvernement de Hariri et la nomination de Nejjib Mitaki marquent une défaite des Occidentaux, dont le but était de discréditer et d'abattre le Hezbollah qui demeure une force de résistance, non seulement vis-à-vis d'Israël mais de l'axe américano-saoudien. Faut-il remarquer que le changement gouvernemental se fait de façon la plus démocratique par une modification d'alliances au Parlement. Sans épouser, loin de là, l'idéologie du Hezbollah, il faut tout de même se rendre compte que son action au sein du 8-Mars réussit une alliance avec Aoun, le PSLS et des forces qui dépassent les conflits intercommunautaires. La propagande des médias occidentaux contre la Syrie ou l'Iran, qui sont certes loin d'être des régimes démocratiques, a des visées géostratégiques qui nécessitent que l'on soit vigilants quant aux enjeux pour le monde arabe. Cela dit, cela n'empêche nullement, bien au contraire, d'exiger la démocratie dans ces pays.

A. M.